



Infos et actions - Bulletin des Comités Locaux de Corrèze, Creuse et Haute-Vienne

**Stop aux méga-usines à bois
3000 personnes dans les
rues de Guéret**

Communiqué de presse des associations et collectifs
organiseurs de la manifestation du 5 Octobre - Stop
aux méga-usines à bois - Une journée de mobilisation
populaire massive

**Novembre - Décembre 2024
Bimestriel - N° 136**

Sommaire	Page	Sommaire	Page
Biosyl—Guéret	1—2	Néolibéralisme 4/4	8 -12
Appel de la MDH	3	Des pensées qui nous inspirent	13
Nucléaire - recyclage en bonne voie	4-5	Nous n'avons pas peur des ruines	14—15
Intimidation CR	6-7	Boutique—Agenda	16

Ce samedi 5 octobre, nous étions plus de 3000 personnes réunies à Guéret dans une grande manifestation contre les méga-usines à bois, Biosyl et Farges. A l'appel de dizaines d'organisations locales et nationales, parmi lesquelles le Réseau Forêt Limousine, la CGT 23, la Confédération Paysanne et l'Assemblée pour des Forêts Vivantes, nous avons pu exprimer notre colère dans une ambiance festive et carnavalesque.

Inquiet.es face à la pression qu'exerceraient ces méga-usines sur les forêts limousines, nous demandons que ces projets soient interrompus le temps d'avoir un débat constructif sur le futur de nos forêts, de la filière locale et de l'emploi dans notre région. Tant que les



porteurs de projet préféreront le passage en force au débat démocratique, nous nous mobiliserons pour empêcher ces projets d'advenir.

Le samedi 5 au matin, plusieurs centaines de personnes se sont dirigées vers le site où projette de s'installer Biosyl. Le collectif Forêt Debout 23 nous a conduit pour arpenter le terrain et y découvrir sa richesse faunistique et floristique, et nous présenter les risques industriels associés au projet. Aux abords du site, nous avons monté une tour vigie, signe que l'on observe ce site avec attention, et nous avons planté des bâtons au sol, comme une promesse de revenir sur place si jamais les travaux venaient à démarrer dans les prochaines semaines. C'est un engagement pris à plusieurs centaines, de revenir défendre ce site si nous y étions forcés.

En début d'après-midi, nous avons eu l'occasion d'entendre les nombreuses prises de paroles qui contestent le projet : le collectif Forêt Debout 23 a dénoncé l'impact néfaste du projet localement, la CGT a défendu le maintien et la création d'emplois offrant des débouchés à une sylviculture durable, la Confédération Paysanne s'est indignée de l'artificialisation potentielle de 16 hectares de prairies sur le site de l'usine, Canopée a rappelé les pratiques destructrices de Biosyl dans son usine historique de la Nièvre, et le Syndicat de la Montagne Limousine a conclu que le massif forestier limousin ne peut répondre à la demande en bois d'un si gros industriel. Mais qui peut donc bien encore croire que le projet Biosyl aurait un quelconque intérêt pour le territoire, si ce n'est des coopératives comme Unisylva qui défend l'exploitation par des coupes rases et replantation en monoculture ?

A 14h, un groupe de 3000 personnes s'est élancé, au rythme des fanfares, en direction du centre ville de Guéret. Dans le cortège, nous avons rencontré des associatifs, des travailleurs de la forêt, des cueilleurs de champignons, des bûcheronnes amateurs, des naturalistes, des charpentières, des menuisiers, des jeunes en formation au lycée forestier de Meymac, des gens venus de près, des gens venus de loin. Nous avons pu y apercevoir des banderoles insistant sur la catastrophe écologique que représente ces usines mais aussi sur la défense d'un travail de la forêt respectueux des corps et des milieux écologiques. Nous y avons aussi vu de nombreux élus munis de leurs écharpes, et nous y avons vu des dragons confectionnés par les manifestant.es qui représentaient nos deux usines à abattre.

Le premier arrêt du cortège a eu lieu devant l'agglomération du Grand Guéret, responsable de la vente des terrains au profit de l'industriel, dont le président Eric Correïra a brillé par l'absence dès lors que nous l'avons sollicité pour défendre ce projet qu'il soutient pourtant aveuglément.

Ensuite, c'est devant la préfecture que nous nous sommes arrêtés à nouveau pour l'inonder des pellets qu'elle défend si ardemment, comme un rappel du caractère inévitable de notre contestation, qu'elle a cherché tour à tour à invisibiliser en nous refusant de défiler dans le centre-ville piéton de Guéret, et de stigmatiser en déployant un arsenal sécuritaire et policier démesuré. Nous lui avons aussi laissé cette banderole mémorable : « pelleture de la Creuse », rappelant ainsi que la préfecture n'a demandé ni étude d'impact ni enquête public pour un projet de cette taille et de cette importance.

A l'hôtel de ville, plusieurs élus locaux et régionaux, à commencer par la maire de Guéret Marie-Françoise Fournier, ont pris la parole pour signifier leur opposition au projet et dénoncer les subventions accordées à Biosyl par la Région. Il serait pourtant possible, si nos politiques en avaient le courage, de soutenir le maintien et le renforcement d'une filière locale, courte et créatrice d'emplois durables. Des élus nationaux et européens ont aussi pris la parole pour rappeler que des groupes parlementaires portent des projets sur l'encadrement de la gestion sylvicole en France et en Europe qu'il nous faudra soutenir massivement dans le mouvement national de défense des forêts.

Enfin, devant la gare routière, nous avons brûlé ces dragons qui nous ont suivi durant tout le cortège pour symboliser la fin prochaine de ces projets d'un autre temps, dans une ambiance de carnaval.

Cette belle journée de mobilisation populaire nous a permis de nous rencontrer et d'éprouver ensemble une force collective à même d'empêcher ces projets. Nous nous sommes promis de revenir si cela était nécessaire, et d'amplifier la contestation si les porteurs de projets s'entêtent. Nous aimerions sonner la fin de la lutte tout de suite, si seulement certain.es prenaient leur responsabilité – mais nous continuerons à nous mobiliser tant qu'il le faudra.

Communiqué de presse sur le site internet des soulèvements de la terre

Appel de la MDH

Cher.es ami.es,

Depuis sa création il y a 25 ans, la Maison des droits de l'Homme apporte aux migrants (avec l'Association des Sans-Papiers) un conseil juridique et une solidarité concrète de plus en plus indispensables compte-tenu des difficultés croissantes qu'ils rencontrent.

En 2023, la MDH a reçu 4000 sollicitations et 2500 entretiens ont été réalisés par les bénévoles et les salariés, ces chiffres augmentent d'année en année.

En tant qu'espace inter-associatif, la MDH soutient les dynamiques de ses membres (une trentaine d'associations à ce jour), des associations partenaires et des collectifs. Avec l'appui des pouvoirs publics (Etat et collectivités locales), elle a une action éducative à la citoyenneté et à la solidarité internationale (élèves, étudiants, grand public,...) et est partenaire de collectifs et de mouvements citoyens en Afrique et en Amérique du Sud avec qui elle développe de nombreux échanges. Elle intervient également dans plusieurs quartiers populaires de Limoges où elle tient des permanences juridiques pour les migrants, vient en appui des Conseils citoyens et en soutien aux initiatives des habitants.

Elle entend bien sûr poursuivre ses activités et continuer à faire vivre les valeurs qui sont les siennes afin de contribuer à construire une société solidaire, démocratique, pacifique et durable, comme le proclame ses statuts.

Cependant, la MDH rencontre en 2024 de graves difficultés de financement que nous espérons temporaires, mais qui pourraient remettre en cause à court terme toutes ces années de travail.

Ces difficultés sont dues principalement à la perte de financement de l'un des postes de salarié, suite à la crise diplomatique entre la France et le Burkina Faso qui a provoqué l'annulation de l'un des programmes de coopération. Par ailleurs, nous n'avons pas d'assurance sur la reprise du financement d'un autre projet, cofinancé par l'Agence Française de Développement (AFD) dont nous espérons le redémarrage courant 2025. La MDH doit faire face également au renchérissement des coûts (fluides, salaires,...). Cela nous conduit à un déficit prévisionnel important pour 2024.



Pour faire face à cela, la MDH, a mis en place un plan d'urgence qui comporte :

- des économies de fonctionnement, avec malheureusement la suppression effective depuis la mi-octobre de l'un de nos 4 postes de salariés permanents,
- la recherche de financements alternatifs (mécénat, ...) et de solutions bancaires (prêt),
- et l'appel à la solidarité militante pour faire face à des difficultés de trésorerie, qui vont arriver très vite, à partir de la fin de 2024 : campagne de dons, soirées de solidarité,...etc

Pour le moyen terme, nous sommes accompagnés par le « DLA » (Dispositif d'accompagnement) afin de nous aider à améliorer notre organisation et à élaborer de meilleurs outils de suivi budgétaire.

Mais avant cela, il nous faut passer ce cap difficile de la fin 2024, et nous avons un impérieux besoin de votre soutien.

Nous lançons donc un appel aux dons dont l'objectif est de récolter au moins 9000 € d'ici le 30 novembre 2024.

Chaque don ouvre droit à une réduction d'impôt égale à 66% du montant du don. Ainsi, un don de 60 €, représentera un coût réel de 20 € seulement pour le donateur.

Nous comptons sur votre solidarité.

Le bureau de la MDH

Vous pouvez nous adresser vos dons :

1. Par chèque bancaire, à l'ordre de la Maison des droits de l'Homme à notre adresse postale : **119 Av. du Général Leclerc, 87100 Limoges.**
2. Par carte bancaire, via la plate-forme Hello Asso <https://www.helloasso.com/associations/maison-des-droits-de-l-homme/formulaires/1>
3. Par virement bancaire : Compte "Maison des Droits de l'Homme" - Iban : FR76 4255 9100 0008 0260 3270 501 - Bic : CCOPFRPPXXX

4

Nucléaire : les déchets peu radioactifs pourraient être recyclés en fourchettes ou casseroles

Article de reporterre du 9/10/2024

Le débat public sur le recyclage des déchets très faiblement radioactifs dans le technocentre de Fessenheim s'ouvre le 10 octobre. Ils seraient réutilisés dans des produits du quotidien, suscitant l'inquiétude des antinucléaires.

Recycler les déchets très faiblement radioactifs (TFA) pour en faire des casseroles ou des fourchettes ? Ce n'est pas un scénario de science-fiction, mais le très sérieux projet du « *technocentre* » de Fessenheim (Haut-Rhin) : une usine destinée à valoriser les métaux faiblement radioactifs issus du démantèlement des installations nucléaires, pour les réutiliser ensuite dans l'industrie conventionnelle. Une première en France.

Jusqu'en 2022, la loi française interdisait la valorisation des déchets TFA, s'appuyant sur le principe de zonage qui considère que tout déchet issu d'une installation nucléaire est radioactif. L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) elle-même y était initialement défavorable, craignant que des matières radioactives se retrouvent malencontreusement en contact avec le public, comme l'expliquait [Reporterre](#) en 2023.

Ce « *principe de précaution* » à la française faisait donc figure d'exception en Europe, jusqu'à ce qu'un [décret ministériel](#) publié en février 2022 rende possible le recyclage de déchets TFA par dérogation, et sous certaines conditions. La loi française ainsi amendée (et sans aucun débat parlementaire), il est enfin devenu possible d'établir ce fameux technocentre, imaginé par EDF depuis 2018. Et l'emplacement prévu n'est pas anodin : il s'agit de le construire à côté de l'ancienne centrale nucléaire de Fessenheim, [à l'arrêt depuis 2020](#). Vu l'ampleur et la sensibilité du projet, il fera l'objet d'un [débat public de quatre mois](#), qui commencera le 10 octobre 2024 à Fessenheim, et se finira 7 février 2025.

500 000 tonnes de métaux faiblement radioactifs

Concrètement, ce centre de recyclage consiste en une immense fonderie avec un four à arc électrique pouvant atteindre 1 650 °C. Les métaux issus d'installations nucléaires y seront alors fondus, et les éléments radioactifs migreront vers la surface, formant une couche moins dense appelée « *le laitier* » qui pourra être facilement retirée, puis renvoyée vers les centres de stockage de déchets radioactifs. Le reste du métal sera ensuite trans-

formé en lingots d'une vingtaine de kilos, destinés à l'industrie métallurgique conventionnelle.

« *Cela permettrait de traiter 500 000 tonnes de métaux faiblement radioactifs sur une période de quarante ans* », a annoncé Laurent Jarry, ancien directeur du site EDF de Fessenheim, lors d'une présentation du projet en conférence de presse le 8 octobre.

Normalement, 85 % de ces déchets pourraient être entièrement refondus, les 15 % restants seront renvoyés vers les centres de stockage : « *L'idée est en effet d'optimiser les filières de stockage en complément de la réutilisation des métaux* », a admis Laurent Jarry. Comprendre : freiner l'accumulation des déchets faiblement radioactifs dans [les centres de stockage déjà sous tension](#). Si la consultation publique est favorable au projet, et que tous les autres voyants sont au vert, le chantier de construction pourrait commencer en 2027, pour une mise en service prévue fin 2031.

« Imaginez que cette ferraille radioactive se retrouve dans les ressorts de votre matelas »

Malgré les belles ambitions de ce projet qui coûterait près de 500 millions d'euros et permettrait la création de 200 emplois dans la région, les inquiétudes sont légion. La plus forte concerne la traçabilité des matériaux « *décontaminés* » qui sortiront du technocentre. Dans le produit recyclé, il restera toujours une part infime de radioactivité, variable en fonction du métal, comme le montrait la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (Ciriad) dans [des travaux de 2021](#) et relayés par [Reporterre](#).

« *Imaginez qu'un jour, cette ferraille radioactive se retrouve dans les ressorts de votre matelas, dans vos casseroles, ou encore dans la partie métallique de la poussette de votre bébé... C'est une façon de disséminer la radioactivité* », dénonce André Hatz, du collectif Stop Fessenheim.

Face à cela, EDF promet des contrôles intensifs et extrêmement précis, sans pour autant parvenir à rassurer les associations antinucléaires, qui n'ont plus confiance dans la filière : « *Combien de fois apprend-on dans la presse qu'il y a eu des contrefaçons et des falsifications sur des chantiers nucléaires ? La dernière en*

date, c'était sur l'EPR de Flamanville. Alors, comment est-on sûr que seuls les déchets TFA iront dans ce technocentre ? » interroge Jean-Marie Brom, physicien et membre du Groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire (GSIEN). Tout comme André Hatz, il participera au débat public : « *On ne se fait aucune illusion sur l'issue de ce débat, mais si on y participe c'est pour tenter de contrer les fausses informations.* »

Associations, habitants, entreprises, collectivités territoriales... « *Absolument tout le monde peut participer à ce débat public* », a rappelé Jean-Louis Laure, président de la Commission particulière du débat public (CNDP) sur le technocentre de Fessenheim, lors de la conférence de presse d'ouverture du débat. Après une carrière de directeur de la communication dans le secteur du logement puis de consultant, ce septuagénaire endosse désormais les habits « *d'indépendance et de neutralité* » qui incombent à sa fonction. Face aux compliments un peu trop chaleureux du représentant d'EDF, il souligne : « *Quand la commission du débat public reçoit des remerciements appuyés du maître d'ouvrage aussitôt, c'est un peu suspect* », réaffirmant ainsi l'impartialité du débat public. Les échanges seront d'ailleurs systématiquement traduits en allemand, le projet concernant aussi la population outre-Rhin.

En pratique, la concertation se déroule sur plusieurs événements : rencontres de proximité, réunions, points de contact et visites d'infrastructures EDF, auxquels tout le monde peut participer à condition de s'inscrire en ligne. Le calendrier complet est consultable sur le [site de la CNDP](#).

Reporterre—Octobre 2024

Technocentre : Création d'une installation de valorisation de métaux très faiblement radioactifs à Fessenheim

Fessenheim - Haut-Rhin - Grand Est

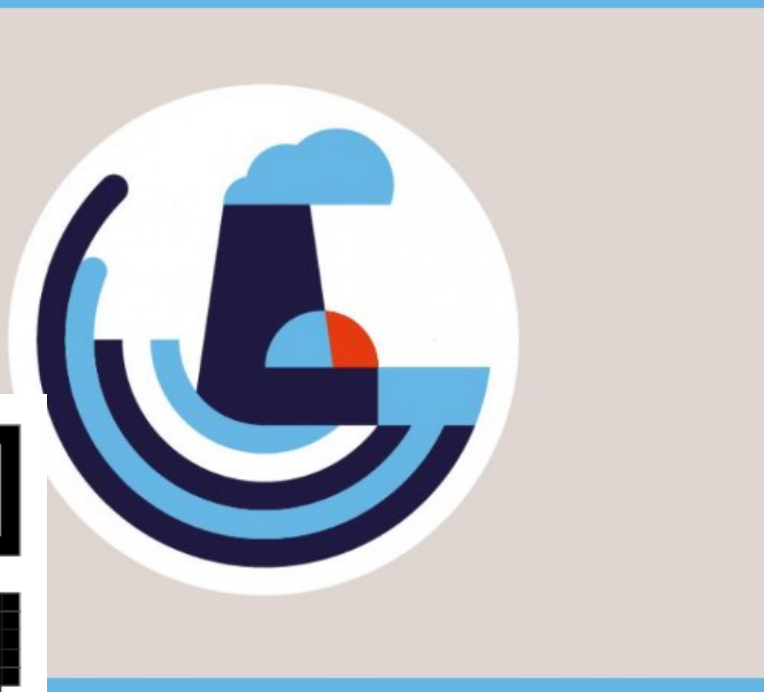
Nucléaire

PARTAGER

f X in

Débat public

En cours



Vous pouvez participer au débat public et donner votre avis sur ce projet en allant sur le site internet du débat public

<https://www.debatpublic.fr/projet-technocentre-fessenheim>

Communiqué de St Junien Environnement suite aux actions de la coordination rurale du vendredi 18 octobre 2024

Dans la nuit du vendredi 18 octobre, des adhérents de la Coordination rurale 87 (CR87) sont venus en tracteur sans plaques d'immatriculation déposer des déchets agricoles sur les voies communales devant les domiciles de notre président et de notre trésorier (l'enlèvement des ordures a été effectué aux frais de la collectivité...).

Ces représailles font suite à l'assignation au tribunal par SJE et l'ASPAS de l'ancien président de la CR87 pour avoir perturbé un ciné débat sur l'accaparement de l'eau par un certain modèle agricole au Lido de Limoges le 31 janvier 2023 en introduisant des animaux dans le cinéma. Cette « action » a été revendiquée par la CR87 sur sa page Facebook.

Nous dénonçons la brutalité des actes perpétrés par ce syndicat en toute illégalité. Ces méthodes violentes, le mépris et l'intimidation n'ont pas leur place dans un débat citoyen porté par des associations et des militants de défense du vivant, de la santé de toutes et tous et plus généralement du bien commun face à l'individualisme égoïste de quelques-uns.

Ces quelques-uns ne sauraient représenter l'ensemble du monde agricole et il faut rappeler que les victimes de ces dérives sectaires sont aussi membres actifs de [l'Oseille Citoyenne](#), association de bénévoles qui aide les paysans.

Ce n'est pas en insultant et en caricaturant nos prises de positions, en revendiquant les atteintes à l'environnement et la destruction de la nature, en appelant à la haine, en s'accaparant l'eau et les chemins de randonnées, en arrachant les haies, en drainant sans limite comme le revendiquait le président CR de la chambre d'agriculture de la Haute Vienne dans ses vœux de 2021 et en renouvelant régulièrement ces propos qu'on œuvre pour une agriculture durable partenaire de toute la société.

Lors de l'audience du 18 octobre, la procureure avait appelé à l'apaisement et au dialogue. Ce n'est visiblement pas la direction dans laquelle la Coordination Rurale compte s'engager.



ATTAC87 apporte tout son soutien à St Junien environnement et aux militants victimes des méthodes d'intimidation de la coordination rurale. Avec la montée de l'extrême droite, ce type de pratiques se multiplie, devient monnaie courante et les individus qui les mettent en œuvre sont totalement décomplexés. Plus que jamais nous devons être vigilant vis-à-vis de l'extrême droite dont la coordination rurale fait partie et être solidaire entre militants qui défendent un monde meilleur.

La Coordination Rurale : un syndicat (?) agricole aux méthodes "particulières"

7

On se souvient de cette soirée du 31 janvier 2023 au cinéma Le Lido à Limoges, où la projection du film "Julien, le marais et la libellule" avait dû être interrompue suite à un lâcher, dans l'enceinte du cinéma, d'animaux sauvages (ragondin, pie, mulot, pigeon) par la Coordination Rurale et son président de l'époque, Pierrick GOUTERON. Cette action courageuse avait d'ailleurs été revendiquée par la CR87 sur son compte Facebook et à titre personnel par Pierrick GOUTERON dans un reportage de France Bleu du 1er février 2023. (1)

Suite à cette prouesse de la CR87, des plaintes avaient été déposées par ALTERNATIBA, Les Amis de la Terre 87, ATTAC 87 et Saint-Junien-Environnement, tous membres de Bassines Non Merci Limousin, ainsi que par l'ASPAS (Association de Sauvegarde et de Protection des Animaux Sauvages). La SPA, quant à elle, avait porté plainte, ayant dû euthanasier le ragondin après que la police le lui eût apporté. L'ensemble de ces plaintes a été classé sans suite, pour cause d'"infraction insuffisamment caractérisée" !!!.

Saint-Junien Environnement et l'ASPAS ont alors décidé de faire une citation directe de la Coordination Rurale 87 et de Pierrick GOUTERON et l'audience a eu lieu ce 18 octobre. Au cours de l'audience, on a pu entendre la CR87 invoquer à maintes reprises les événements fâcheux de Sainte Soline comme alibi à leur action minable ; il se trouve que l'agression du Lido s'est déroulée le 31 janvier 2023 soit 2 mois avant le carnage de Sainte Soline du 25 mars. Des soutiens des deux parties assistaient à l'audience, tandis qu'à l'extérieur un matériel agricole lourdement chargé en attendait la fin. La sortie des plaignants donna lieu à quelques manifestations hostiles, voire des menaces, telles que "on va pas te louper" (cf Le Populaire du 18 octobre). Pour finir la matinée, les remorques sont allées déverser leur contenu (pneus et détritiques divers) devant la permanence de Manon MEUNIER, députée LFI.

N'ayant sans doute pas intégré les conseils de la procureure qui appelait à l'apaisement, au dialogue, à la sérénité, la CR87 a cru bon de déverser, la nuit, fumier et pneus devant le domicile du président de Saint-Junien Environnement et celui du trésorier, siège de l'association, signant leur méfait par un fanion de la Coordination Rurale au sommet du monticule d'immondices. Les collectivités de Limoges, Saint-Brice et Saint-Junien seront donc en charge d'évacuer, aux frais des contribuables, les déchets et immondices. Oseront-elles porter plainte ?

us pouvez retrouver la relation de ces événements avec les liens suivants :

31 janvier 2023 : agression de la Coordination Rurale au Lido à LIMOGES :

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/anti-bassines-la-coordination-rurale-de-haute-vienne-lache-des-animaux-dans-un-cinema-de-limoges-1228550> (1)

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/nouvelle-aquitaine/haute-vienne/limoges/photos-bassines-des-animaux-sauvages-laches-dans-un-cinema-lors-d-une-projection-a-limoges-2705398.html> (2)

La Nouvelle République, 20 minutes, Le Parisien, Le Huffington Post ont aussi rendu compte de cet "événement"

18 octobre 2024 : les exploits de la CR87 à LIMOGES :

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/nouvelle-aquitaine/haute-vienne/limoges/une-vache-devant-le-tribunal-nouvelle-action-des-agriculteurs-de-la-coordination-rurale-87-pour-denoncer-une-convocation-devant-la-justice-3047380.html>

<https://www.francebleu.fr/infos/agriculture-peche/manifestation-de-la-coordination-rurale-a-limoges-le-ragondin-vaut-plus-que-le-paysan-5755918>

https://www.lepopulaire.fr/limoges-87000/actualites/lacher-d-animaux-au-lido-en-janvier-des-agriculteurs-de-la-coordination-rurale-87-manifestent-devant-la-cite-judiciaire-a-limoges_14581958/

18 octobre 2024 : la CR 87 vise les domiciles des responsables de SAINT-JUNIE ENVIRONNEMENT :

https://www.lepopulaire.fr/saint-junien-87200/faits-divers/proces-de-la-coordination-rurale-de-la-haute-vienne-le-domicile-des-dirigeants-de-saint-junien-enviroment-vise_14582658/

Dans le lien (2) vous verrez qu'est cité Valentin ; il s'agit de Valentin Gendet ; pour connaître l'agression dont il a été victime, cliquez sur ce lien :

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/une-plainte-deposee-par-un-militant-anti-bassines-agresse-selon-lui-pour-son-engagement-1669312029>

Ce reportage date de **novembre 2022** ; j'attire votre attention sur le dernier paragraphe intitulé "sentiment d'impunité".

Où en sommes-nous en Haute-Vienne ? Que peut-on attendre des pouvoirs publics ?

Jacky Texier

6 VERS UN NÉOLIBÉRALISME
DE PLUS EN PLUS AUTORITAIRE

6 1 L'ADAPTATION COMME PREMIER PRINCIPE

Commençons par les travaux de Barbara Stiegler (1). Il n'est pas besoin de démontrer qu'à quelques niveaux que l'on pose sa réflexion, le monde nous apparaît comme incertain. Dans ce monde globalisé, ouvert, en mutation constante, les perspectives ne se dessinent pas clairement. Cette incertitude est renforcée par un deuxième constat de Barbara Stiegler : « Nietzsche explique très bien que par rapport aux autres animaux, les humains ont la conscience du temps, y compris avec ce que cela implique de négatif – la mort, la perte. Il est donc très difficile de supporter ce négatif et de ne pas céder au ressentiment. C'est ce qui explique pour Nietzsche que l'animal humain imagine

un avenir qui rachèterait le passé. Cela renvoie à la structure eschatologique de la temporalité chrétienne, que l'on retrouve, d'après lui, dans les espérances révolutionnaires : la grande révolution rachèterait le passé. Or, avec le cumul de ce que Nietzsche a appelé la « mort de Dieu », puis avec la crise du socialisme et de l'espérance révolutionnaire qui traversera tout le XXe siècle, on entre dans une ère de complète désorientation. »(2). Il nous faudrait donc mener « une réflexion politique renouvelée sur l'avenir des vivants, l'adaptation des espèces et le sens de l'évolution ».

Pour mener cette réflexion, Barbara Stiegler repère (pour faire simple) deux positions philosophiques. La première celle du néolibéralisme dont elle fait la généalogie dans son livre (2) qui se traduit par cette injonction dominante « Il faut s'adapter ! ». Les lois du marché sont identifiées à des lois biologiques de l'évolution humaine. Empruntant les catégories de la biologie que sont l'« évolution », la « sélection », l'« adaptation » et la « compétition » se sont mises à dominer l'ensemble du champ politique contemporain, particulièrement dans les domaines du droit, de l'éducation et de la santé. Reprenant en arrière fonds les thèses de « évolutionnisme biologique » (appelé par la suite le « darwinisme social »)(3). Ici pas de débat, au contraire, l'enjeu sera bien de transformer notre espèce pour la

rendre plus adaptable, plus mobile, plus flexible. Et le néolibéralisme peut parfaitement conjuguer la fabrication du consentement des masses dans un cadre démocratique avec une vision très autoritaire du pouvoir, puisque ce sont les leaders, assistés des experts, qu'il charge de réadapter les populations (4), et ce grâce à tout un arsenal de politiques publiques soustraites par principe à toute discussion démocratique.(5)

La deuxième s'inspirant plus particulièrement des travaux de John Dewey (6), postule que « la vie n'est jamais soumise à des fins déjà là ou déjà fixées »(6). Il n'y a ni bien, ni

fin de l'histoire. « Comme l'historicité, la vie évolue en se donnant des fins toujours locales et provisoires et qu'elle met à l'épreuve de manière expérimentale. ». Il faut donc des institutions et des citoyens (5) qui conjuguent savoirs

scientifiques et pragmatiques, vérité scientifique, vérité politique et délibération démocratique « radicale »(pour reprendre l'expression de Dewey (6)). Là, pour l'instant, on est loin du compte. Et l'on comprend que si le néolibéralisme veut durer, il cherchera à amplifier son hégémonie (7) et aura besoin d'une démocratie autoritaire.

6 2 L'ADAPTATION COMME DEUXIÈME PRINCIPE

La crise climatique dont la réalité et l'origine ne sont plus à démontrer va-t-elle faire vaciller les principes néolibéraux ? Eh bien non. Romain Felli faisant écho à Barbara Stiegler, illustre presque à la caricature (tant les faits et les positions citées sont aberrantes et cyniques) son analyse philosophique et politique. Dans son livre (8), il explique (9) : « Aux États-Unis, à cette époque, les premiers climatologues, scientifiques spécialistes de l'atmosphère ou de l'agronomie, sont alors aussi des individus proches des sphères politiques et, très vite, dans la haute administration américaine, ils vont attirer l'attention sur les variabilités croissantes du climat – le réchauffement planétaire est encore une hypothèse à solidifier dans les années 1960 – et travailler sur les capacités d'adaptation qu'on peut mobili-

AUTOPSIE DE LA
MACRONIEBARBARA
STIEGLER

ser dans la société pour faire face à leurs impacts. En somme, ces cercles intellectuels vont réfléchir à comment « s'adapter économiquement » (c'est moi qui souligne!) à cette nouvelle donne climatique..../...Rapidement, cette idée d'adaptation va se confronter à des cas très pratiques, comme la sécheresse prolongée au Sahel, entre 1968 et 1973, et la famine meurtrière qui s'ensuit. Les États-Unis vont alors y voir des opportunités pour l'industrie et la recherche agroalimentaires américaines d'accroître leur influence dans les pays du Sud.../...Selon le régime néolibéral, la rationalité économique est la meilleure boussole. En ce sens, l'économiste américain Thomas Schelling va donc opérer des comparaisons des coûts et des bénéfices de différentes réponses possibles au problème climatique (politique d'adaptation ou politique d'atténuation). Il calcule que la réduction massive des émissions (atténuation) diminuera les capacités futures de la société à innover. C'est une politique beaucoup trop coûteuse, car elle implique de changer l'organisation économique du capitalisme, fondée sur les énergies fossiles (et oui, on ne se refait pas). D'autre part, il juge que l'effort que produiraient les pays riches pour baisser leurs émissions serait bénéfique pour la totalité des nations du globe, ce qui est inacceptable d'un point de vue économique pour les néolibéraux (et oui, on ne se refait pas, bis)(10).../...Enfin, un autre argument est avancé par les économistes libéraux : il existerait des capacités d'adaptation spontanées dans les sociétés. Et le mécanisme qui concentre le plus les qualités de flexibilité, de réactivité, d'adaptabilité est, d'après eux, le marché. (et oui, on ne se refait toujours pas, ter)(9)

En favorisant l'extension du marché (marché de l'eau, et plus tard, marché des quotas d'émission, marché de la biodiversité, marché des assurances privées pour se prémunir des risques climatiques etc.) on élimine la notion de bien commun et toutes les notions qui s'y rattachent (droit de

propriété, usages, rapport à la nature et aux ressources naturelles et donc responsabilités de la crise climatique, et donc encore rapports pays du Nord, pays du Sud « global » et encore et encore dédomagements, et encore et encore, et encore,...) .. Cette flexibilité imposée par le marché que Romain Fillu appelle « néolibéralisme de catastrophe » (11) va trouver un écho (écho=lobbying américain) dans les arènes institutionnelles internationales comme le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Celui-ci a proposé en 1990 la flexibilité comme critère « d'orientation des politiques d'adaptation à adopter pour répondre au défi des changements climatiques »(9). Et à partir des années 2010, l'incapacité des conférences internationales sur le climat (COP) à réduire les émissions de gaz à effet de serre (politique d'atténuation) a donné un nouvel élan à la notion d'adaptation (12). Il suffit de déployer des politiques de développement économique pour qu'elles s'adaptent à la catastrophe. Coup double : on étend ainsi l'emprise néolibérale et on minore la responsabilité historique des pays riches, plus émetteurs, vis-à-vis du chaos climatique.

6.3 LA DÉMOCRATIE AU SERVICE DU NÉOLIBÉRALISME

Le néolibéralisme n'aime pas la démocratie

La démocratie est par nature antinomique avec le néolibéralisme. Sans idéaliser ni caricaturer, l'une est fondée sur la citoyenneté, la délibération, l'intérêt général, le bien commun ; de l'autre, le citoyen est habillé en « auto-entrepreneur propriétaire, épargnant, fonctionnant comme une petite entreprise dans un cadre institutionnel pour mettre en ordre la société, afin qu'elle laisse toute sa place au potentiel de croissance indéfinie que contient le principe de concurrence » (13). Les penseurs néolibéraux évoqués précédemment se sont plus penchés sur le rôle de l'État que sur les questions de démocratie et de souveraineté populaire, insistant plutôt sur le rôle des élites et des experts. Comme Dardot et Laval (14),

nous pouvons considérer que le néolibéralisme dénature la démocratie pour la mettre à son profit et l'État à son service. Ils montrent comment, pour les néolibéraux, la démocratie est un danger, ce qu'ils nomment « la démophilie néolibérale ». L'État de droit classique fait place progressivement à une démocratie autoritaire. Trois exemples à lire ci-dessous (15). Voici comment Dardot et Laval décrivent la gouvernance néolibérale : « un mode hybride d'exercice du pouvoir qui tient



à la fois du gouvernement du petit nombre ou de l'élite, au sens d'une expertocratie et d'un gouvernement pour les riches.../...Le bloc oligarchique néolibéral est « cette coalition de groupes élitaires qui ont à la fois des intérêts spécifiques dans les différentes institutions et sphères sociales où ils dominent, et des intérêts communs dans la mesure où ils ne peuvent dominer que par la solidarité organique qui les unit. » Cette oligarchie comprend quatre composantes : l'oligarchie gouvernementale et la haute caste bureaucratique, les acteurs financiers et le top-management des grandes entreprises, les grands médias d'opinion et de divertissement, les institutions universitaires et éditoriales. L'interpénétration du monde des affaires, de la bureaucratie d'État et de la politique professionnelle a pris un caractère inédit. Le pouvoir politique des grandes entreprises redouble le pouvoir social du capital sur l'organisation du travail et sur les modes de vie. » (14)

Les néolibéraux circonscrivent le pouvoir des États.

Rappelons quelques mesures qui permettent aux néolibéraux de circonscrire le pouvoir des États. Au premier chef, il y a la globalisation mondiale et le libéralisation des marchés (16), des échanges et les normes institutionnelles néolibérales (tous les traités internationaux dont les traités européens (17) dénoncés en son temps par ATTAC).

Chaque réforme libérale est conçue comme un engrenage qui a deux objectifs : d'une part, respecter une contrainte (ou saisir une opportunité) de la mondialisation, et d'autre part créer une nouvelle contrainte réduisant la marge de manœuvre des autorités publiques (...)

La dette publique et ses exigences néolibérales ont une fonction disciplinaire évidente. (18) Par un déni de démocratie, la dette publique est le coup à 5 bandes. L'État émet des obligations pour emprunter. Ceux qui ont les moyens d'investir contractent ces obligations. C'est un bon placement sans risques (coup 1). L'État endetté doit faire des économies, maîtrise des salaires des fonctionnaires et management public (coup 2) et aussi diminution des moyens des services publics qui ouvre de nouveaux marchés au secteur privé (coup 3) et qui du coup participe au « un programme de destruction méthodique des collectifs (Bourdieu(19)) (ici les services publics et aussi leurs représentations syndicales (coup 4). Les agences de notation vont « apprécier » cette dette publique en s'assurant que les politiques menées vont dans le sens du capital financier (coup 5)

L'État au service des néolibéraux.

Les néolibéraux attendent de l'État quatre objectifs complémentaires. S'assurer qu'il soit unimaginable de penser une société hors des idées néolibérales. Réduire toutes les formes d'oppositions. Faire accepter toutes les mesures réclamées par les néolibéraux et enfin mettre en place les conditions de l'économie néolibérale. Reprenons ici quelques mesures identifiées toujours par Dardot et Laval pour servir ces objectifs. Ils reprennent le concept de gouvernementalité qui désigne l'activité qui permet aux puissants de « gouverner par la liberté », de manière à ce que les individus « en viennent à se conformer d'eux-mêmes à certaines normes » (20). Toute alternative doit être impensable, « utopiste » ou caricaturée (21). D'où le contrôle des médias, de la culture et de toutes les formations de la

maternelle à l'Université. Bourdieu parle de « techniques d'assujettissement rationnel ». Et aussi, une autre stratégie plus efficace et plus subtile : « isoler la démocratie de la politique ». Ici les artifices sont nombreux et quotidiens, certains médias et journalistes (et même certains universitaires ou scientifiques) y excellent. Il n'y a pas besoin de « fake-news ». Cela va des biais cognitifs de toute nature au choix des termes employés en passant par les sujets sociaux décontextualisés et dépolitisés. Le refus du conflit d'idées, la non prise en compte des revendications et des contestations, la « polarisation » des positionnements induisent des violences ou des comportements « qualifiés de violents » qui sont alors des pièges médiatiques pour les mouvements populaires. Sans parler des épouvantails plantés tels les stations d'un chemin de croix de la pensée critique comme le wokisme, la décroissance, le terrorisme, l'islamo-gauchisme, l'éco-terrorisme,...





CONCLUSIONS DE CES 4 ÉPISODES

Si la critique du libéralisme s'est faite à juste titre sur le plan économique (capital, propriété des moyens de production...) l'idéologie néolibérale a donné un sens (certes simpliste, mais dont il tire sa force) à cette domination. Mais ce néolibéralisme qui est la forme singulière du capitalisme depuis la fin des années 80 efface d'un même mouvement ses propres contradictions, toutes les espérances révolutionnaires et les sérieux problèmes qui guettent l'humanité. Pour conclure, nous pourrions dire que le néolibéralisme nous contraint de choisir d'être un citoyen ou un agent économique, d'être en concurrence ou en solidarité avec les autres, d'être altruiste ou individualiste dans une société qui est plutôt néolibérale que démocratique.

Ainsi à défaut d'en avoir fini avec le néolibéralisme, nous en aurons fini avec ce terme qui aura fait couler beaucoup d'encre, mais si peu au regard des fortunes amassées et des vies brisées.

NOTES

(1) Barbara Stiegler est intervenue plusieurs fois en Limousin avec Christophe Pébarthe au théâtre du Cloître à Bellac et à une conférence en avril 2024 au cercle Gramsci : <http://lecerclegramsci.com/2024/04/21/democratie-carte-blanche/>

(2) « Il faut s'adapter. Sur un nouvel impératif politique » Barbara Stiegler, aux Éditions Gallimard (collection NRF), publié en livre de poche (2023) Folio Essais.

(3) reprise ici de la note 12 de la partie 3/4 de l'article sur le néolibéralisme : « Rappelons à ce propos « la contre-offensive pour la défense du libre marché, courant incarné par H. Spencer (1820-1903). Avec son « évolutionnisme biologique » (appelé par la suite le « darwinisme social »), il s'est élevé contre toute intervention de l'État, contre toute une série de lois portant sur l'éducation, la santé, l'action sociale, dont il jugeait le caractère obligatoire insupportable et rétrograde. Il faut abandonner toute intervention en faveur des plus pauvres, des plus faibles, des plus démunis : le progrès de la société exige la destruction de certaines de ses composantes »

(4) Jiddu Krishnamurti : « Ce n'est pas un signe de bonne santé que d'être bien adapté à une société profondément malade »

(5) chapitre 4 Les vérités de la démocratie dans « Démocratie ! Manifeste » Barbara Stiegler Christophe Pébarthe Le Bord de l'eau 2023

(6) John Dewey « L'influence du darwinisme sur la philosophie » Gallimard, traduction française 2016 et « Démocratie et Éducation » Armand Colin traduction française 2018.

(7) voir dans Bulletin Attac Limousin, la chronique Chevaucher les expressions : l'hégémonie culturelle.

(8) Romain Felli, « La grande adaptation. Climat, capitalisme et catastrophe », Paris, Le Seuil, 2016 (« Anthropocène »), 292 pages. R. Felli est chargé de cours en sciences de l'environnement à l'université de Genève (Suisse) et analyse du livre en accès libre :

<https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations/article/download/crelloue/19503/41213>

(9) Médiapart Mickaël Correia 24 janvier 2024 entretien avec Romain Felli « Avec l'adaptation, le capitalisme utilise le climat pour étendre son emprise » sur :

<https://www.mediapart.fr/journal/ecologie/240124/avec-l-adaptation-le-capitalisme-utilise-le-climat-pour-etendre-sa-emprise>

(10) C'est cette analyse qui permet de comprendre le retrait des États-Unis du protocole de Kyoto en 2001.

(11) voir à ce propos , le fameux ouvrage de Naomi Klein, *La Stratégie du choc : La montée d'un capitalisme du désastre* (Actes Sud, 2008) où elle montre comment les responsables politiques exploitent le choc psychologique causé par des désastres environnementaux, militaires ou économiques pour réussir à imposer des politiques impopulaires de libre marché aux populations qui les accepteront ainsi plus facilement.

(12) voir à ce propos comment la résilience est valorisée par l'idéologie néolibérale dans Bulletin Attac Limousin - mars / avril 2023 Chevaucher les expressions ; résilience <https://87.site.attac.org/spip.php?article1487>

(13) Le néolibéralisme et la démocratie dégradée 2021, par Michel Cabannes <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-27-printemps-2021/debats/article/le-neoliberalisme-et-la-democratie-degradee>

(14) La transformation néolibérale revisitée, compte rendu de l'ouvrage de Pierre Dardot et Christian Laval 2016, par Michel Cabannes <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-11-automne-2016/debats/article/la-transformation-neoliberal-revisitee> et Jean-Luc Metzger, « Pierre Dardot, Christian Laval, La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale », Lectures [En ligne]. Les comptes rendus, mis en ligne le 18 janvier 2010, consulté le 01 septembre 2024. URL : <http://journals.openedition.org/lectures/910> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lectures.910>

(15) « Si une liberté voit son champ rétréci, c'est celle de conduire des politiques irresponsables (...). Les marchés veillent. Le droit à l'erreur n'existe plus. Ne nous lamentons pas sur la perte d'une liberté qui n'est que celle de l'incompétence et de la démagogie. Tenons surtout que cette discipline accrue protège

le monde contre les effets pervers des politiques de facilité, où qu'elles soient menées » (M. Camdessus, ex-directeur du FMI, 1997).

Puis « Tout a basculé quand j'ai entendu cette première remarque acerbe, que la lumière tamisée et les ombres mouvantes rendaient encore plus réfrigérante

De quel erreur parlez vous Larry ? Ai je répondu avec une froideur étudiée

Vous avez gagné les élections ! »

C'est Yannis Varoufakis ministre de l'économie du Gouvernement Tsipras qui raconte sa première rencontre avec le secrétaire d'État au trésor des États Unis Larry Summers, le 16 avril 2015 dans son livre « Conversations entre adultes, dans les coulisses secrètes de l'Europe » Ed Les Liens qui libèrent 2017.

Rappelons enfin, cette anecdote rapportée par **Arié Alimi (avocat, membre de la LDH)** lors de sa conférence à Limoges. En réponse à sa remarque sur le respect de l'État de droit et les principes démocratiques, Emmanuel Macron cite Karl Schmidt, juriste allemand qui préconisait un État militaro-médiatique fort et respectueux de la libre entreprise avant de se rallier au régime nazi.

(16) « La libéralisation des mouvements de capitaux constitue une arme fabuleuse contre le contrat social. Elle peut être très efficacement utilisée pour saper tout effort de la puissance publique visant à promouvoir les mesures progressistes » (N. Chomsky, 1998).

(17) « Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens » (J.-C. Junker, ex-président de la Commission européenne).

(18) « Expertise économique et politique publique : examen critique des propositions sur la dette liée à la pandémie » Anne-Laure Delatte, Benjamin Lemoine en accès libre sur : <https://sciencespo.hal.science/view/index/identifiant/hal-03219581>

(19) « L'essence Du Néolibéralisme » Pierre Bourdieu Le Monde Diplomatique mars 1998 <https://www.monde-diplomatique.fr/1998/03/BOURDIEU/3609>

(20) Naissance de la biopolitique. Cours au collège de France. 1978-1979, Michel Foucault Gallimard et Seuil, 2002

(21) Selon Mark Fisher, la citation « il est plus facile d'imaginer une fin du monde que celle du capitalisme », attribuée à la fois à Fredric Jameson et Slavoj Žižek, saisit le réalisme capitaliste dans son essence. Le réalisme capitaliste est vaguement défini comme la conception dominante selon laquelle le capitalisme serait le seul système économique viable et, par conséquent, on ne saurait imaginer d'alternative. Fisher compare le réalisme capitaliste à une « atmosphère généralisée » qui affecte les domaines de la production culturelle, de l'activité politico-économique et de la pensée générale Mark Fisher, *Le Réalisme capitaliste. N'y a-t-il pas d'alternative ?*, Genève-Paris, Entremonde, 2018 (2009).

Nous reproduisons ci-dessous le texte de Mona Chollet qu'elle a prononcée dans l'émission « La Grande Librairie » le 9 octobre dernier.



Peut-on aimer un pays
Qui n'est même pas un pays ?
Un pays
Dont on n'a jamais foulé le sol
Un pays avec lequel on n'a,
Pour tout lien physique,
Qu'une lampée d'huile d'olive
Parsemée de zaatar
Qui caresse le gosier
Qui enchante les papilles de sa verdure
Un pays
Dont on regarde de vieilles photographies,
Le cœur battant,
En y cherchant le visage de ses ancêtres
Au détour d'une ruelle de Jérusalem
Peut-on aimer un pays
Que tant de gens autour de soi
Se réjouissent de voir brûler
Un pays défiguré, englouti par la corrosion d'un seul mot :
« Terroriste »

Un pays d'enfants radieux
Transformés en pantins mutilés
En cadavres poussiéreux
Un pays dont le nom, à lui seul,
Constitue une offense
Dont le drapeau peut vous mener au commissariat
Dont les habitants
Pèsent moins qu'une plume
Sur la balance des vies humaines

Peut-on aimer un pays
Dont même vos amis
Semblent ignorer la part de douceur
Un pays qui vous rend suspecte
Qui vous isole dans le tremblement de votre effroi
Dans le chagrin qui vous réveille la nuit
Dans l'infinie litanie
De souffrances trop vertigineuses
Pour que l'esprit les saisisse
Peut-on aimer un pays entêté
Qu'il serait si facile de renier
Mais qui vous interdit de l'oublier
Un pays qui vous appelle, qui vous oblige
Un pays qui vous demande
De mettre à l'abri ses trésors
Quand vient l'heure inexorable de la destruction

Mona Chollet,

ancienne journaliste au Monde Diplomatique est essayiste, autrice de nombreux ouvrages dont « *Beauté fatale* (La Découverte, 2012) , *Sorcières : La puissance invaincue des femmes* (La Découverte, 2019) , « *Réinventer l'amour, comment le patriarcat sabote les relations hétérosexuelles* » (La Découverte, 2021) et *Résister à la culpabilisation. Sur quelques empêchements d'exister* (La Découverte, 2024).

Le 30 janvier 2024 lorsque je suis allée voir le film "Nous n'avons pas peur des ruines" de Yannis Youlountas à Limoges je ne savais pas que je rentrerais avec l'envie de partir en convoi jusqu'en Grèce. Nous n'étions par encore arrivé chez nous que mon mari et moi avons décidé : nous étions prêts à partir en convoi solidaire avec Yannis et Maud. Nous avons collecté autour de nous de nombreux dons (alimentaire, médicaments, chaussures....). Le véhicule chargé à bloc, nous sommes partis en avril. A Martigues dans un premier temps, histoire de rencontrer les autres membres du convoi et aussi vérifier le contenu des véhicules. Nous avons mis deux jours pour arriver jusqu'à Athènes. Le voyage fut un grand moment d'échange, de convivialité, un temps nécessaire pour nous connaître. Notre destination était Exarchia un quartier d'Athènes foyer de l'antifascisme et de l'anarchisme, où nous avons livré des produits de première nécessité dans de nombreux sites autogérés : Cantines, dispensaire, squat, école Freinet et lieux de lutte.

Nous avons rencontré des gens extraordinaires qui se battent au quotidien contre la misère sociale, l'austérité,

l'autorité de l'état, le fascisme, la gentrification avec une énergie incroyable. Entraide et solidarité fait battre le cœur de ce quartier.

Des livraisons ont été réalisées un peu partout en Grèce, dans des lieux autogérés, par certains membres du convoi, voire jusqu'en Crète où un soutien est également nécessaire. Notre voyage aura duré deux semaines, ce qui est beaucoup trop court, mais assez long pour réaliser que le peuple grec peut et sait s'organiser sans l'état qui s'est désengager en réduisant ses services publics, les aides sociales. Il existe même des pompiers en autogestion...

En conclusion je dirais que nous avons beaucoup à apprendre des luttes en Grèce, laboratoire des politiques d'austérité de l'Europe, car nous sommes déjà tous concernés et demain nous le serons plus encore.

Ce fut une très belle aventure que nous allons prolonger en organisant une projection du film à Objat le 25 novembre prochain en présence de Yannis, Maud et Achille Youlountas.

Catherine Bouysse



NOVEMBRE 2024 À FÉVRIER 2025 :

NOUVELLES PROJECTIONS-DÉBATS DU FILM
"NOUS N'AVONS PAS PEUR DES RUINES
...NOUS PORTONS UN MONDE NOUVEAU DANS NOS CŒURS"
 (VERSION ACTUALISÉE Automne 2024)

en présence du réalisateur **Yannis Youlountas de retour de Grèce**
 (et parfois d'autres invités)

Pour le Limousin diffusion les :

- ⇒ 25 Novembre à Objat (*avec le collectif citoyen vigilance*)
- ⇒ 26 Novembre à Eymoutiers
- ⇒ 27 novembre à St Junien (*Attac87/23 et les amis du monde diplo*)

APRES NE VIVONS PLUS COMME DES ESCLAVES. JE LUTTE DONC JE SUIS ET L'AMOUR ET LA RÉVOLUTION
LE NOUVEAU FILM DE YANNIS YOULOUNTAS DE RETOUR DE GRECE VERSION ACTUALISÉE AUTOMNE 2024

NOVEMBRE 2024

Mardi 12/11 MARSEILLE (13)
 Mercredi 13/11 PARIS (75011)
 Jeudi 14/11 LAON (02)
 Vendredi 15/11 MULHOUSE (68)
 Lundi 18/11 FOIX (09)
 Mardi 19/11 BASTIDE DE SÉROU (09)
 Mercredi 20/11 AGEN (47)
 Jeudi 21/11 MAS-D'AZIL (09)
 Vend. 22/11 ARGELES-GAZOST (65)
 Samedi 23/11 CAHORS (46)
 Dimanche 24/11 SARLAT (24)
 Lundi 25/11 OBJAT (19)
 Mardi 26/11 EYMOUTIERS (87)
 Mercredi 27/11 ST-JUNIEN (87)
 Jeudi 28/11 VIERZON (18)
 Vendredi 29/11 TROYES (10)
 Samedi 30/11 AIGURANDE (36)

**NOUS N'AVONS
 PAS PEUR DES
 RUINES**

ΔΕΝ ΦΟΒΟΜΑΣΤΕ ΤΑ ΕΡΕΙΠΙΑ

DÉCEMBRE 2024

Dimanche 01/12 TOURS (37)
 puis LE MANS (72)
 Lundi 02/12 CHERBOURG (50)
 Mardi 03/12 REDON (35)
 Mercredi 04/12 MORLAIX (29)
 Jeudi 05/12 DOUARNENEZ (29)
 Vendredi 06/12 LORIENT (56)
 Samedi 07/12 BRESSUIRE (79)
 Dim. 08/12 LA ROCHE-SUR-YON (85)
 Lundi 09/12 POITIERS (86)
 Mardi 10/12 ANGOULEME (16)
 Mercredi 11/12 FIGEAC (46)
 Jeudi 12/12 TAILHAC (43)
 ...puis début 2025 !

Détails et bandes-annonces :
www.paspeurdesruines.net

« **...NOUS PORTONS UN MONDE NOUVEAU DANS NOS COEURS** »

Le livre *Autour d'impôt* est sorti en mars de cette année. Son sous-titre est évocateur : l'impôt et la justice fiscale et sociale expliqués à un.e ami.e qui n'aime pas l'impôt et n'y comprend rien. Un livre outil pédagogique pour aborder les questions fiscales de manière simple et percutante.

Deux ami.es, Alix et Camille, regardent la télévision dans un bar. Un chroniqueur parle de fiscalité, ce qui provoque leur échange. L'un est peu au fait des questions et très critique sur l'impôt, mais cherche à en savoir un peu plus. L'autre connaît le sujet et est favorable à davantage de justice fiscale.

Une conversation s'engage qui éclaire le lecteur sur le sujet. Les deux protagonistes abordent les grands principes touchant aux « prélèvements obligatoires » et s'intéressent à certains lieux communs comme celui de « La France, championne du monde des impôts ? ».

Parler d'impôt autour d'un pot : une façon originale d'aborder la question, sous une forme simple mais argumentée : « À quoi ça sert - l'impôt ? », « Et oui, tout le monde paie des impôts », « La fraude fiscale », « La dette publique », « Bercy, c'est quoi ? », « Une justice fiscale, sociale et écologique »...

AUTOUR D'IMPÔT

*L'impôt et la justice fiscale et sociale
expliqués à un.e ami.e qui n'aime pas
l'impôt et n'y comprend rien*

Vincent Drezet et Ophélie Gath
préface de Gérard Gourguechon

Agenda Militant

HAUTE-VIENNE

- **6 novembre 2024 à 18h30**—Soirée ouverture du festival "Citoyennes de la diversité" Centre Jean Gagnant Limoges
- **09-10-11 novembre** : Salon du livre contre la guerre à ST-Yrieix
- **26 novembre** : au ciné Jean Gabin d'Eymoutiers : diffusion débat du film de Yannis Youlountas : Nous n'avons pas peur des ruines
- **27 novembre à 20h** : au ciné bourse de St Julien : diffusion débat du film de Yannis Youlountas : Nous n'avons pas peur des ruines
- **15 février 2025 à 16h** : AG ATTAC87—salle Jean-Pierre Timbault derrière la mairie de Limoges suivi d'une conférence gesticulée « Y a pas de nous sans toit »

CREUSE

Contact Attac 23 [Nicole Lacôte Chagnon](#)
[tél 05 55 41 18 72](tel:0555411872)

CORREZE

- **25 novembre à 19h30** : à la salle des expositions de la mairie d'Objat : diffusion débat du film de Yannis Youlountas : Nous n'avons pas peur des ruines

Contact Attac 19 [F. Perrin 06.83.72.81.08](tel:0683728108)

Plus loin

- **Du 15 Octobre au 30 novembre** partout en France—Festival ALIMENTERRE
<https://www.alimenterre.org/le-festival-alimenterre>